



CONSEIL
DE
PROVENCE

LA MÉDITERRANÉE, LE JOUR D'APRÈS

Actes de l'Assemblée générale
du 25 juin 2019 "La Méditerranée, le jour d'après"



DÉPARTEMENT
**BOUCHES
DU RHÔNE**





DISCOURS D'OUVERTURE DE Mme MARTINE VASSAL

PRÉSIDENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE
ET DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Nous avons participé hier* au Sommet des Deux Rives en fixant notamment de belles perspectives pour l'avenir. Nous allons pouvoir ouvrir certaines portes en Méditerranée et faire tomber certaines difficultés. L'objectif de la rencontre d'hier, et des initiatives associant les deux rives de la Méditerranée, est de renforcer la jonction entre les politiques et la société civile. J'ai ainsi déjeuné avec un jeune Libyen qui m'a dit qu'en tant que membre de la société civile, il pourrait participer aux projets économiques ; c'est là tout le sens de cette main tendue vers la société civile, les entrepreneurs et les autres acteurs-clés du développement.

L'utilité du Conseil de Provence, dont je remercie le Président et le Délégué général, est précisément d'établir des passerelles avec la société civile. Les dernières élections ont montré une désaffection, un éloignement de la population à l'égard du monde politique, le risque étant que les extrêmes prennent le relais. Voyez ce qu'il s'est passé en Italie, en Espagne, en Autriche... Or, l'Europe a été créée pour maintenir la paix sur nos territoires. Les politiques ne doivent plus s'accrocher à leur pouvoir à tout prix ; les aventures individuelles et individualistes ne sont plus payantes. C'est pourquoi, j'avais tenu à faire, en quelque sorte, vérifier mon programme de mandature par des représentants de la société civile, les associations, tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, sont concernés par la vie citoyenne. La mobilisation a été forte lors des États Généraux de Provence, et c'est à l'issue de cette vaste consultation publique que nous avons élaboré des actions en faveur de la jeunesse.

Nous avons besoin, grâce entre autres au Conseil de Provence, d'être alimentés en idées, en informations. Nous ne pouvons pas tout connaître. Le Conseil de Provence a aidé à la mise en place de certaines de mes politiques. Merci encore, M. Mongereau, pour tous les sujets initiés par le Conseil de Provence.

Le sujet du jour, la Méditerranée, nous tient à cœur. C'est cet espace qui représente le développement futur des jeunes générations. On sent ainsi la volonté, de la part des pays de la rive Sud, de jeter des ponts en direction du Nord et de se développer. Or, ce développement, j'en suis convaincue, passera par la participation inclusive de la société civile et de la jeunesse. À Marseille même, nous devons essayer de sortir la jeunesse de certains engrenages et de certaines facilités, cela en rappelant l'importance des valeurs d'effort, de travail, de mérite. La société a le devoir de faire entendre ce message. Le salut de nos démocraties passera par la jeunesse, c'est une certitude, et par la participation accrue de la société civile à la vie citoyenne.

La société civile apporte de l'excellence en associant les réussites des acteurs dans différents domaines d'activité. Ceci dit, il est compliqué pour la société civile de s'impliquer dans la vie politique : la concrétisation des idées prend du temps

et se heurte à de grandes difficultés. Mais déjà, au niveau local tout au moins, la problématique des partis politiques ne se pose plus, tous les acteurs tirant désormais dans le même sens, animés par une même volonté : que ce territoire réussisse. Et ce n'est qu'ensemble, tous ensemble, que nous réussirons.

Aujourd'hui, la Méditerranée est un point de jonction entre l'Afrique et l'Europe, et nous pensons que l'avenir de l'Europe se jouera en Afrique. La jeunesse africaine est en pleine expansion, elle a soif de paix et affiche la volonté de s'en sortir, d'avancer sur la voie du développement. L'Europe est prise entre les États-Unis et la Chine, et si elle ne se tourne pas vers l'Afrique, elle se fera absorber. Ce n'est pas envisageable, l'Europe étant la terre de la démocratie et des libertés, autant d'atouts qui permettent à tout un chacun de s'investir dans la vie citoyenne et la construction d'un avenir pour les futures générations.

Dans ce contexte, notre responsabilité est grande vis-à-vis de l'environnement. Nous devons être exemplaires de ce côté-ci de la Méditerranée, afin que les pays de la rive Sud s'emparent de l'écologie. Cette écologie doit être pragmatique, car il est inutile de faire de la préservation environnementale de manière dogmatique. Nous devons vivre avec notre temps en respectant les autres, l'air que l'on respire, la mer... C'est tout à fait réalisable. C'est dans cet esprit que nous avons mis au point le plan environnemental du Département - ce n'est que le début de la transformation de l'essai mais l'espoir est réel.

Hier, il n'y avait pas beaucoup de chefs d'État et de gouvernement. On dit aussi que seuls 10 pays étaient concernés par le Sommet des Deux Rives. Dont acte. Mais il fallait bien démarrer quelque part. Un consensus s'est en tout cas dégagé et le Président Macron l'a rappelé : c'est par la jeunesse et par les femmes que nous arriverons à avancer, y compris de l'autre côté de la Méditerranée. On le voit déjà à Marseille, les mères et les sœurs sont fondamentales pour régler les problèmes familiaux et ramener dans le giron social les enfants qui s'égarèrent ou se laissent aller. Les valeurs familiales, le respect, le mérite, le sens du travail sont plus importants que la recherche de la richesse et le consumérisme à tout crin.

Nous vivons en société, et tous les modes de vie doivent être communs et respectueux de ces valeurs fondamentales. J'espère que vous serez les fers de lance de la Méditerranée par votre implication !

*Le Sommet des Deux Rives s'est tenu les 23 et 24 juin 2019 au palais du Pharo, à Marseille.

LE MOT DU PRÉSIDENT

DISCOURS D'ACCUEIL DE ROGER MONGEREAU,

PRÉSIDENT DU CONSEIL DE PROVENCE

Madame la Présidente du Conseil départemental et de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Solange Biaggi, Vice-Présidente du Conseil départemental déléguée à l'Aménagement du Territoire de Marseille et à la Vie Associative, Adjointe au Maire de Marseille, Conseillère métropolitaine,

Danielle Milon, Vice-Présidente du Conseil départemental déléguée au Tourisme du Conseil départemental, Vice-Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Maire de Cassis,

Valérie Guarino, Conseillère départementale déléguée aux Collèges,

Patricia SAEZ, Conseillère départementale déléguée aux Ressources Naturelles et Risques Environnementaux

Jean-Marc Perrin, référent du Conseil de Provence, Conseiller départemental délégué au Patrimoine et Bâtiments départementaux,

Henri Pons, Conseiller départemental délégué aux transports, Maire d'Eyguières,

Mesdames, Messieurs les Conseillers départementaux,

Mesdames, Messieurs, les Conseillers métropolitains,

Mesdames, Messieurs, les Conseillers municipaux,

Éric Jacquemin, Consul général de Belgique,

Alberto Moreno Humet, Consul général d'Espagne,

Hesham Maher, Consul général d'Égypte,

Gérard Moya, Consul honoraire du Tchad,

Michel Dossetto, Consul honoraire du Pérou,

Sandrine Rafine représentante de Simon Hankinson,

Consul général des États-Unis,

Özge Telli Toraman et Ebru Akin, représentantes de Feriba Duygu Hakkaci Esirgen,

Consule générale de Turquie,

Mesdames, Messieurs les représentants de la Chambre de Commerce franco-tunisienne et de la Chambre économique France-Algérie,

Monsieur le Vice-amiral, Benoît le Masne de Chermont, Président de l'Institut FMES

Monsieur le Vice-amiral d'escadre, Pascal Ausseur, Directeur général de l'Institut méditerranéen des Hautes Études Stratégiques,

Monsieur le Général de corps aérien, Patrick Lefebvre, Directeur du Centre méditerranéen des Études stratégiques - Institut méditerranéen des Hautes Études Stratégiques

Marc Berard, Directeur de Cabinet de Madame Maryse Joissains, Présidente du Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Jean-Baptiste Olagnero, représentant spécial de Rodolphe Saade, Président de la CMA-CGM.

J'ai le plaisir de vous accueillir aujourd'hui à l'Hôtel du Département pour cette Assemblée plénière "La Méditerranée, le jour d'après" que nous avons organisée avec l'appui précieux de la Direction des Relations Internationales et des Affaires Européennes et en partenariat avec l'Institut de la Méditerranée. Je vous remercie d'être venus si nombreux.

Depuis ses débuts, le Conseil de Provence a eu à cœur d'ouvrir au public certaines de ses Assemblées plénières pour enrichir ses réflexions sur des thématiques particulières. En décembre dernier, nous évoquions ensemble la fusion entre la Métropole et le Département et nous vous présentions notre scénario de la convergence.

Aujourd'hui, nous allons parler de la Méditerranée ; la Méditerranée est un de ces sujets qui irriguent sans cesse l'ensemble de nos travaux, par sa transversalité, ses enjeux, ses défis pour nos générations futures.

Bien évidemment, nos travaux ne se limitent pas à ce sujet particulier. Depuis son installation, le Conseil de Provence a eu une activité très intense. Entre 2017 et 2019, nos commissions se sont réunies pratiquement chaque mois, avec des auditions pour la moitié d'entre elles. Nous avons tenu à inviter tour à tour des techniciens de la collectivité, des acteurs institutionnels, des experts des mondes économique ou associatif, afin d'entendre une multiplicité de voix et de points de vue. En somme, depuis deux ans, nous avons réuni 56 commissions (hors-groupes thématiques), auditionné 28 intervenants.

Plus particulièrement ces derniers mois, nous avons produit un rapport d'expertise d'évaluation des Actions éducatives départementales et approuvé trois avis et rapports :

- Fusion Métropole / Département, phase 1 : le scénario de la convergence
- Mobilités : accompagner le changement
- Territoires inclusifs : les EHPAD hors-les-murs

D'autres sont en phase de finalisation et seront votés à l'automne 2019.

Deux années très intenses donc, et deux années au cours desquelles nous avons eu le plaisir de tisser des liens avec bon nombre d'entre vous. C'est pourquoi je suis particulièrement heureux de vous réunir aujourd'hui pour aborder ce beau sujet de la Méditerranée dans ce format élargi.

Tout au long de cette journée, de nombreux invités viendront nous présenter le fruit de leurs travaux, de leurs réflexions, de leurs activités ou débattre sur les grands enjeux autour de la Méditerranée en 2019. Nous avons également prévu des temps d'échanges afin de vous permettre d'interagir également avec nos intervenants. Cela promet donc d'être une journée très dense et riche d'enseignements. Pour nous, membres du Conseil de Provence, cette journée sera en tout cas une superbe occasion de nourrir nos réflexions et travaux en cours ou à venir.



PROPOS INTRODUCTIFS

PROPOS INTRODUCTIFS DE LINDA CASTA

DIRECTRICE ADJOINTE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les consuls,
Mesdames et Messieurs les représentants élus et représentants d'Institutions,
Mesdames et Messieurs,

La Méditerranée, le jour d'après !

Aujourd'hui nous sommes "le jour d'après" le Sommet des Deux Rives de la Méditerranée qui s'est tenu hier à Marseille et qui est le fruit d'une initiative du Président de la République, Monsieur Emmanuel Macron. Ce sommet a pour ambition de relancer la dynamique de coopération en Méditerranée occidentale par la mise en œuvre de projets concrets en faveur du développement humain, économique et durable dans la zone.

Deux axes ont structuré la démarche de ce sommet. D'une part, ce sommet se voulait être une rencontre entre les représentants des gouvernements du dialogue "5 + 5". Ces 10 pays de la Méditerranée sont pour mémoire la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, le Portugal, l'Espagne, la France, l'Italie et Malte. D'autre part, il était souhaité par la présidence que soit donnée à la société civile de ces 10 pays l'opportunité de remettre une feuille de route aux ministres présents. Cette société civile étant représentée par un groupe de "Cent" sages (10 sages désignés par chacun des 10 états). À ce propos, la délégation de nos 10 sages français était conduite par Mme Patricia Ricard et comptait parmi eux Samir Abdelkrim, ici présents aujourd'hui.

Hier, il s'est donc bien agi d'une étape-clé, d'un exercice inédit, tant dans le principe de large consultation de la société civile méditerranéenne, que dans l'opportunité offerte à cette société civile de présenter des idées et des projets concrets aux membres de leur gouvernement.

Les modalités de cette consultation reposaient sur un postulat de départ et sur un objectif final. Le postulat de départ était le suivant : que la société civile soit pleinement associée à la définition d'un nouvel agenda positif pour la Méditerranée. L'objectif final étant quant à lui de faire émerger des propositions concrètes à présenter au cours du Sommet des Deux Rives.

À ce titre, et pendant trois mois (d'avril à juin), les jeunes, les acteurs économiques, sociaux, scientifiques et culturels - tous opérateurs de terrain - ont travaillé ensemble pour faire émerger des solutions concrètes pour la Méditerranée. Leurs travaux devaient donner lieu à des propositions.

Propositions dont il était consenti qu'elles puissent être de plusieurs sortes :

- totalement nouvelles,
- au stade de l'élaboration technique,
- ou déjà existantes mais méritant d'être relancées.

Propositions dont il était également consenti qu'elles puissent prendre plusieurs formes :

- actions collectives,
- projets concrets,
- suggestions de politiques publiques communes,
- concepts communs,
- institutions à créer,
- appellations méditerranéennes, régulations, etc.

Propositions dont il était enfin consenti qu'elles puissent avoir un caractère régional ou multilatéral.

Ces "Cent" ont animé et accompagné les réflexions échangées lors de "forums préparatoires thématiques" coordonnés par la cheffe de file tunisienne, Madame Bouchamaouil.

Les Cinq forums thématiques préparatoires :

- **Le Forum "Énergies"** organisé par l'Algérie (Alger, 8 avril 2019) : *"Vers un partenariat renforcé au service d'une transition énergétique durable"* ;
- **Le Forum "Jeunesse, éducation, mobilité"**, organisé par Malte (La Valette, 24 et 25 avril 2019) : *"The Mediterranean Generation : Malta's Contribution to the Summit of the Two Shores"* ;
- **Le Forum "Économie et compétitivité"**, organisé par le Maroc (Rabat, 29 avril 2019) : *"Une meilleure intégration économique entre les deux rives, vers un espace partenarial de croissance et d'innovation partagées"* ;
- **Le Forum "Culture, médias, tourisme"**, organisé par la France (Montpellier, 2 et 3 mai 2019) : *"Impulser une nouvelle dynamique culturelle en Méditerranée occidentale"* ;
- **Le Forum "Environnement et développement durable"**, organisé par l'Italie (Palerme, 15 et 16 mai 2019) : *"Économie bleue, économie verte, économie circulaire : propositions de partenariats pour un développement urbain côtier durable en Méditerranée occidentale"*.

Au cours de ces cinq forums thématiques, près de 300 propositions ont été reçues.

Dans la foulée, les “Cent” se sont réunis les 11 et 12 juin derniers à Tunis pour un exercice de synthèse appelé “l’Assemblée des Cent”. Les “Cent” y ont présélectionné 60 projets sur les 300 propositions. Sur ces 60 présélectionnés, 14 lauréats ont été retenus par les 10 ministres des Affaires étrangères.

La liste des 14 lauréats fut intégrée comme l’un des éléments-clés de la déclaration signée hier à Marseille par les 10 ministres et remise en fin de forum au Président de la République.

Deux dossiers français ont été retenus parmi les 14 lauréats, et parmi ces deux dossiers, la Provence y est bien représentée.

“Le jour d’après”, c’est aussi demain... Et c’est surtout une question : que faire après le forum de Marseille ?

C’est le Président Macron qui formulait hier une réponse en conclusion du Sommet. En effet, après avoir salué l’investissement des participants aux travaux, et notamment des jeunes, il a indiqué vouloir une suite à cette réunion de Marseille. Avec, d’une part, la création d’une cellule pérenne qui ferait l’accompagnement des 14 projets retenus et en assurerait le suivi financier. Cette cellule devant être pilotée par le ministère de l’Europe et des Affaires européennes. Et d’autre part, la poursuite de ce processus avec, en perspective, un rendez-vous dans 6 mois pour l’ensemble des protagonistes présents hier au Pharo afin de faire un premier bilan de l’avancement de ces 14 projets.

Rendez-vous est pris pour lui !

Rendez-vous est pris pour nous aussi !

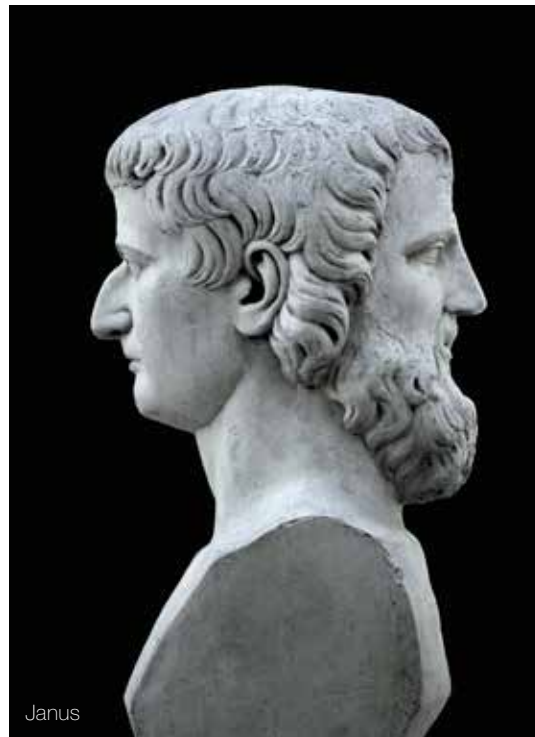




PROPOS INTRODUCTIFS DE MAGALI BENCIVENGA

ADJOINTE AU DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DU CONSEIL DE PROVENCE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES BOUCHES-DU-RHÔNE

La Méditerranée, le jour d'après... !



Le jour d'après, c'est aussi la mise en perspective de la conférence d'installation du Conseil de Provence, instance de concertation de cette institution. Cette conférence a été donnée en 2017 par le professeur Jean-Charles Jauffret (membre de ce Conseil), sur le thème : *“Méditerranée, ce qui nous unit”*.

Les deux titres se répondent et, à l'image du Dieu romain Janus, dieu aux deux visages, l'un convoque le passé, l'autre l'avenir.

Vous aurez peut-être aussi noté l'apparition discrète (certes) - mais on sait que le Diable se cache dans les détails - de l'article défini **“LA”** qui laisserait entendre que **LA** Méditerranée serait **“UNE”** ; qu'il y aurait **UNE** Méditerranée.

Or, **LA** Méditerranée n'existe peut-être pas.
La Méditerranée est **plurielle**.

Elle est un espace fragmenté et divisé. Un espace de tensions et en tension. Elle est un espace de contradictions et d'affrontements.

Elle a, selon les mots mêmes de Christian Bromberger, *“des limites floues et des frontières dures”*. Physiquement, elle se situe à la croisée de plusieurs continents et de deux plaques tectoniques. Elle est divisée linguistiquement, religieusement, politiquement et économiquement.

Elle est, selon l'expression de Fernand Braudel, un *“territoire d'accumulation de civilisations”*. Mais cette accumulation n'a pas généré **UNE** culture unifiée et unique, n'a pas généré **UNE** société méditerranéenne *“fusionnée”*.

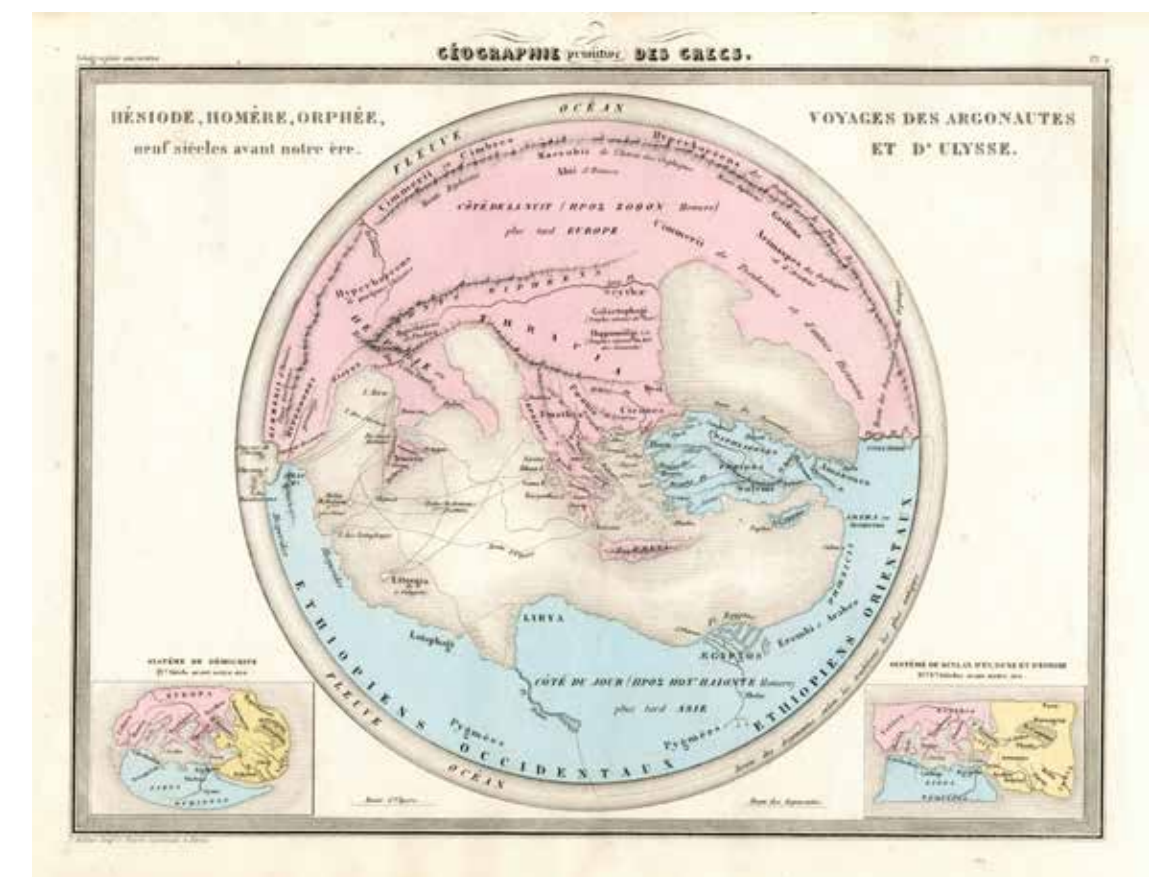
LA Méditerranée *“unique”* est imaginée et imaginaire. Elle est aussi l'espace de vie d'une pluralité d'imaginaires.

Cet imaginaire **composite** se nourrit de son histoire. La Méditerranée est **le berceau** des monothéismes ; **le foyer** de nombreuses civilisations. Elle est **un carrefour** de marins et de commerce, **un espace** de mouvement et de circulation des idées et des hommes.

Cet imaginaire se nourrit encore des airs de famille des cultures et des sociétés qui l'habitent. Elles partagent une même matrice archaïque : un certain rapport au non-dit et au silence ; au dedans et au dehors ou encore une certaine forme de sociabilité que l'on retrouve dans les bains ou les cafés...

Cet imaginaire se nourrit enfin de son climat et de ses paysages dont les artistes ont toujours cherché à retranscrire l'atmosphère, la luminosité et les couleurs.

Plurielle, la Méditerranée est à l'image de sa cuisine et de ses plats : non pas cuisine-fusion mais cuisine **composée** !



La porte de la Casba. Tanger. Henri Matisse



Plurielle, la Méditerranée n'en est pas moins **singulière**. On parle de "*monde méditerranéen*". Le mot n'est pas anodin. La Méditerranée est **monde**.

Le regretté Bruno Étienne disait de la Méditerranée qu'elle était semblable à une grenade : *"des grains qui sont dans le même éclatement, dans la même enveloppe dure, amère et hostile ; des grains qui éclatent mais qui, en même temps, restent ensemble"*.

Dans cet espace pluriel et fragmenté, un sentiment partagé d'appartenance anime la Méditerranée. Ce sentiment est lié à l'**interdépendance** des sociétés méditerranéennes.

Dans cet espace, qui, à travers l'histoire a été conquis, convoité, envié, partagé ; dans cet espace où **toujours** coexiste l'**Autre** ; les sociétés méditerranéennes se sont construites et différenciées dans un jeu de miroir et dans un jeu de relations réciproques.

LA Méditerranée est un monde. **Une et multiple**, la Méditerranée existe donc d'une certaine façon.

Et c'est elle-même qui nous réunit aujourd'hui.

Le jour d'après, c'est aussi **demain** et les jours qui suivent...

Les défis qui se posent à nous sont nombreux : environnementaux, démographiques, sanitaires, sociaux, économiques, géopolitiques, technologiques...

Ils sont aussi multidimensionnels. Pour n'en identifier que quelques-uns, citons pêle-mêle : climat, ressource en eau, préservation des écosystèmes, transition énergétique et écologique, pollution, inégalités, migrations, santé, agriculture, commerce, etc.

Ainsi, d'avant à après, d'hier à demain, tout nous ramène à **aujourd'hui**.

Votre présence, pour participer à cette journée, témoigne du fait que sur **ce territoire**, les acteurs, dans leur diversité, et quelles que soient leurs différences, essaient de se vivre "en Méditerranée" ; essaient de construire des espaces communs, de créer des opportunités **communes** de coopération et de dialogue pour esquisser **ensemble** les futurs possibles de la Méditerranée.

Il est temps maintenant d'appeler Cassandre, fille de Priam, roi de Troie ; Cassandre qui a reçu le don de prédire l'avenir sans que jamais personne ne la croit.

Face aux défis qui se présentent à nous aujourd'hui, qu'allons-nous lui donner à lire du futur ?

Nous vous remercions et nous espérons que vous serez, comme Ulysse, heureux de ce voyage en Méditerranée...





EXPOSÉS

"LA MÉDITERRANÉE, LES NOUVELLES FRONTIÈRES DE LA DÉMOCRATIE"



EXPOSÉ DE M. ROSTANE MEHDI

DIRECTEUR DE SCIENCES PO AIX - PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS

C'est un honneur de donner cette conférence devant un auditoire aussi impressionnant, cela parce que, depuis quatre ans, je m'efforce de faire de Sciences Po un acteur qui espère contribuer au rayonnement intellectuel du territoire. Je serai, en bon professeur de droit, moins lyrique que Mme Bencivenga, que je félicite pour son bel exposé.

Nous sommes encore très loin, je crois, d'une Méditerranée entendue comme espace où pourrait se déployer une sphère démocratique.

Ibn Khaldoun, fameux intellectuel arabo-andalou, auteur des *"Prolégomènes"*, s'interrogeait, bien des siècles avant Montesquieu, sur les facteurs socioculturels et climatiques qui façonnent les civilisations. Il tentait ainsi de comprendre comment le monde habité et civilisé s'organisait autour de sept types de climat différents, chacun façonnant les rapports sociaux en fonction de paramètres naturels.

Ibn Khaldoun considérait que la Méditerranée, qui représente le 4^e climat, formait une région de tempérance et de modération ; la Méditerranée, mer du milieu, par sa douceur et son climat méditerranéen mettait à l'abri des excès et des extrêmes...

Autant dire que si notre auteur a eu raison sur bien des points, il est ici un peu pris en défaut si l'on observe la façon dont les choses se sont développées au fil des siècles dans cette région du monde. La Méditerranée a été une zone de contacts, d'échanges mais aussi souvent, trop souvent, d'affrontements.

Si l'on se concentre maintenant sur les temps présents, on constate que l'esprit de révolte, dont on croyait (hâtivement) qu'il avait déserté cette région du monde, s'est

élancé au galop balayant, le 14 janvier 2011, l'une des dictatures les plus absurdes et les plus iniques de cette époque.

Depuis, la pression ne s'est jamais relâchée et les événements qui se déroulent depuis février en Algérie en portent témoignage. Que l'on ne s'y trompe pas... Ce sont des révolutions politiques qui sont à l'œuvre et non plus simplement l'une de ces innombrables émeutes de la faim ou révoltes du pain qui ont jalonné l'histoire de jeunes nations et qui en disent long sur le niveau d'inconscience ou d'a-conscience politique dans lequel ces peuples étaient maintenus. Des peuples auxquels on promettait la certitude de ventres pleins contre l'ivresse d'une liberté formelle et déstabilisatrice, n'obtinrent ni l'une ni l'autre...

Je reprendrai ici la très belle formule de mon ami le professeur Yadh Ben Achour : l'homme a été créé pour être démocrate. L'idée que la dictature serait adaptée au paysage sous certaines latitudes est une idée inacceptable. Le principe de non-souffrance est celui qui permet de fonder le caractère universel de la démocratie. Personne n'aime souffrir, d'aucun point de vue !

Je vais tâcher d'identifier les conditions requises pour qu'un processus démocratique puisse aboutir dans le contexte des révolutions arabes en cours. Depuis 2011, on constate qu'une attente de justice et de dignité s'est répandue comme une traînée de poudre dans tout le pourtour méditerranéen.

Des peuples poussent des cris de révolte qui ont leur racine dans le sentiment d'injustice, qui écrase l'individu et la société. L'homme arabe est, pour reprendre une expression camusienne, révolté et cette révolte se fonde tant sur l'expérience d'une souffrance quotidienne que sur le besoin forcené, et tout aussi quotidien, de dignité.

Cette demande de justice se double de la sanction d'une faillite généralisée. Ces régimes ont en effet en commun d'avoir saccagé leur système éducatif, gâcher les compétences de leur jeunesse et généré ou aggravé des crises identitaires.

Les politiques d'arabisation à marche forcée ont ainsi produit des effets qui se sont avérés durablement destructeurs pour les systèmes de formation et plus largement pour la cohésion de sociétés fragiles. En Algérie, au Maroc ou même en Tunisie, la langue devient un abcès de crispation identitaire. Elle révèle un rapport pathologique au rétablissement de la langue arabe dans son intégrité et son exclusivité. S'agissant, il est vrai, d'une langue sacrée porteuse d'une parole incréée, son instrumentalisation politique peut aisément s'appuyer sur une survalorisation de la question linguistique.

Pour dire les choses plus simplement, l'arabe que l'on enseigne dans les écoles n'est pas le même que celui que l'on parle dans la rue. Imaginez un instant les phénomènes de distorsion psychologique que tout cela peut provoquer...

Dans cette zone, l'adhésion au constitutionnalisme ne fut jamais que d'apparence... On se souvient de ces façades luxueuses érigées sur ordre du Prince Potemkine pour soustraire au regard de la Grande Catherine le dénuement de son peuple. La démocratie était fréquemment pour ne pas dire toujours réduite au respect d'une collection de règles formelles et procédurales masquant mal les dysfonctionnements qui en entravaient le développement. Normes de légitimité contestables, puissance écrasante du pouvoir exécutif, incapacité récurrente du législatif et de l'autorité (pour autant qu'elle existe) judiciaire à générer des contrepoids... Quand elle se tenait, l'élection était subvertie par des régimes avant tout soucieux de se maintenir à flot. Dans la même logique de survie, les pouvoirs en place sous-traitaient le contrôle social à des forces régressives.

Dans cette perspective, l'État de droit demeure un horizon d'attente. On peut organiser toutes les unions pour la Méditerranée, tous les Sommets des Deux Rives que l'on veut, prétendre valoriser la société civile... Rien ne se fera de durable et de crédible sans démocratie politique. Faut-il rappeler que les démocraties ne se font pas la guerre.

En ce sens, les Printemps arabes apportent un démenti cinglant à la pseudo-



imperméabilité des sociétés musulmanes aux vertus et aux mérites de la philosophie des Droits de l'Homme.

L'État de droit suppose que l'on satisfasse à un certain nombre de critères, dont le respect des Droits de l'Homme, qui peut être possible si l'on parvient à dénouer l'opposition entre particularisme et universalisme. Pour cela, il faut sortir des âges d'or mythiques que caractériserait une foi littéraliste et sur lesquels il serait impossible d'avoir la moindre discussion.

Autre piège, celui du naturalisme : tout s'explique par la nature, jamais par la raison. Or, en islam, la nature doit l'emporter sur la raison. C'est alors faire peu de cas des courants rationalistes qui ont animé le monde musulman lui-même, comme le mutazilisme à la fin du X^e et au début du XI^e siècles. Doué de raison, l'homme peut faire la différence entre ce qui relève du Très-Haut et ce qu'impose la gestion quotidienne des affaires terrestres.

À l'instar de l'historicisme, l'approche consistant à faire de la culture le fondement exclusif du droit mène peu ou prou au relativisme. En effet, comme le souligne éloquemment Régis Debray, *"la culture n'est pas le lieu naturel de la confluence et de l'harmonie [...] mais c'est la forge de l'identité"*.

Rehaussé d'un zeste de rationalisme, le culturalisme peut toutefois favoriser l'enclenchement d'une logique d'adhésion consentie à des valeurs et à des normes. Il n'est plus question d'accepter les Droits de l'Homme en raison de leur transcendance ou de leur abstraction mais plutôt en vertu d'une convention librement acceptée. Mais, ne nous méprenons pas. L'appel à la culture n'est pas, tant s'en faut, un facteur régressif. Il peut constituer un vecteur de diffusion irremplaçable.

Selon la fameuse formule de Dominique Rousseau, l'État de droit n'est pas l'État de n'importe quel droit. Empruntant à la linguistique, on pourrait considérer que le signifiant "État de droit" n'a de sens qu'en rapport avec un certain signifié. Aussi, se définit-il par référence à des critères de valeur matérielle, au nombre desquels figurent en bonne place les droits fondamentaux et le droit à une protection juridictionnelle sans laquelle la garantie des premiers serait souvent vaine ou illusoire. L'adhésion au constitutionnalisme moderne reste toutefois un chemin semé de pièges et d'ornières.

En Tunisie, l'instance chargée de rédiger la Constitution est parvenue à imposer l'idée que l'État est un État civil et que, surtout, la liberté de conscience - et pas de conviction, c'est différent - est reconnue. La liberté de conscience laisse la liberté, précisément, de ne pas avoir de conscience religieuse ou de pouvoir en changer.

L'État de droit n'est pas seulement tenu au respect de ses propres lois, il doit se conformer à des principes généraux et supérieurs. En ce sens, il lui faut assurer à chaque citoyen le droit de disposer de lui-même, il est en cela le garant d'une égalité universelle et d'une liberté la plus large possible. Il doit ainsi permettre à chacun de jouir sans entrave de sa liberté à condition de ne pas attenter à celle des autres.

Au-delà, l'adhésion aux canons de l'État de droit suppose l'acceptation, comme principe cardinal, d'une éthique de la délibération. En désacralisant le politique, on accepte que tout sujet soit accessible au débat y compris les questions qui auraient trait aux ressorts de la légitimité du pouvoir en place.

Il appartient donc à l'État de jeter les bases d'une relation confiante entre citoyens et gouvernants. Aussi, doit-il se doter d'institutions ou d'organes incarnant une forme de "généralité négative" et capables de prendre leur distance avec des intérêts catégoriels. La création de ces instances non majoritaires viserait à assurer une démocratisation bien comprise par un endiguement de logiques politiques contingentes et des variations électorales.

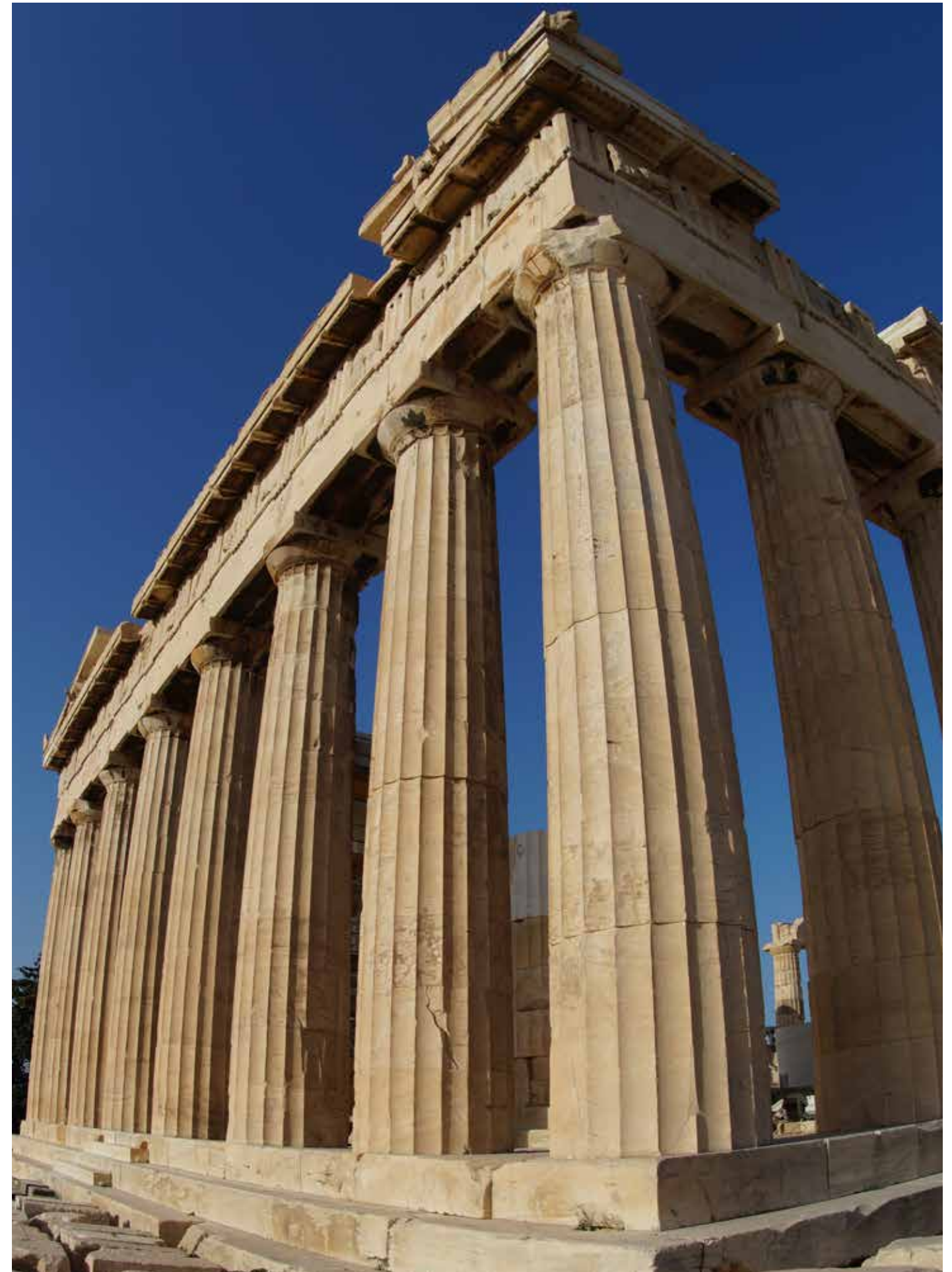
La démocratie reste cependant soumise à bien des contingences.

L'Europe elle-même ne fait pas exception à ce que je qualifierais d'évolution faustienne. On assiste un peu partout à l'installation durable de forces politiques populistes et la transformation progressive des fondements de la démocratie elle-même. La ruine du constitutionnalisme libéral devient ainsi une hypothèse sérieusement envisageable au cœur même de cette Europe qui l'a vu naître.

Enfin, si les exigences du développement économique et de la prospérité des citoyens tombent sous le sens, celles-ci ne se construisent jamais contre la liberté. La Chine est un contre-exemple, mais je ne parierais pas sur la stabilité à long terme du régime chinois.

La culture de l'État de droit est fragile, elle doit se frayer un chemin parfois improbable car il faut sans cesse se méfier des ruses innombrables du despotisme. Je vous remercie de votre attention.

1 - Régis Debray, *"Un mythe contemporain : le dialogue des civilisations"*, 2007, CNRS éditions.





ALLOCUTION DE PATRICIA RICARD

PRÉSIDENTE DE L'INSTITUT OCÉANOGRAPHIQUE PAUL RICARD

CHEFFE DE FILE DES SAGES FRANÇAIS AU SEIN DE L'ASSEMBLÉE DES CENT

DIALOGUE 5+5

Merci de m'avoir invitée ce matin. Je salue la présence de Samir Abdelkrim, membre de la délégation française que j'ai eu l'honneur de piloter pendant ces 6 mois.

Les forums ont fourni un arrêt sur images de ce que représente la Méditerranée aujourd'hui. Il nous faut entrer à présent dans la culture des solutions, les jeunes et les femmes rejoignant désormais les hommes dans la prise de décision. Les hommes présents au Sommet nous ont surtout parlé des problèmes en Méditerranée ; les jeunes, eux, ont présenté leurs solutions. Notre monde est à cette croisée-là. Les jeunes, qui n'ont pas créé les problèmes environnementaux ou autres, doivent les résoudre ! C'est la raison pour laquelle ils ne pensent qu'en termes de solutions.

Préserver la Méditerranée n'est pas un luxe, c'est une nécessité vitale. Elle nous donne de l'oxygène pour respirer. Pour ne parler que des océans, rappelons qu'ils représentent 27 % du carbone stocké, 17 % de la chaleur résiduelle produite – sans les océans, nous serions à +6 degrés. Les océans, surtout, forment la bibliothèque du futur, une bibliothèque où se trouvent les solutions fondées sur la nature de demain. J'ai par exemple reçu récemment un jeune ingénieur qui a dessiné une hélice de bateau en forme de nageoire de dauphin... Peut-être que les transports maritimes se feront dans quelques années avec des sous-marins s'inspirant des baleines, qui nagent en profondeur en s'appuyant sur les courants...

Cette phrase du film *"Le Guépard"*, *"pour que rien ne change, il faudra que tout change"*, résume parfaitement la situation présente. Nous n'allons plus faire tout seul, nous allons faire ensemble, y compris en termes d'économie solidaire. Vivre ensemble, de manière solidaire, dans la nature, cela s'appelle un écosystème. Or, pour subsister au sein d'un écosystème résilient, il faut participer, donner de soi. Notre nouvelle société doit se nourrir de nos différences ; dans un écosystème, s'il n'y a qu'une seule espèce, celle-ci est invasive. Alors, tout s'effondre... Plus il y a de différences, plus il y a de résilience : ça tombe bien, la Méditerranée est riche de ses différences.

Donner un avenir durable à la jeunesse nécessite de lui laisser dès aujourd'hui la parole. Nous devons laisser les jeunes construire un monde meilleur avec nous. Ce sont eux qui doivent le dessiner parce que c'est eux qui le comprennent déjà. Au Forum de Palerme, pas un projet porté par des jeunes ne parlait de créer des emplois : ils veulent des plateformes numériques, être entendus, échanger, compenser le manque de mobilité par de l'agilité numérique, ils veulent trouver des solutions... Les visions et les priorités ont changé.

Cette jeunesse est intéressante, elle veut participer et elle est porteuse de solutions. Pour ce qui concerne la Méditerranée, gardez à l'esprit que quoi que vous fassiez, que vous utilisiez de l'eau dans une cuisine, que vous mettiez un moteur en marche, un fertilisant dans votre jardin, vous avez un impact sur la Méditerranée. Devenir durable, c'est se demander si nos actions font du mal à la vie marine.

Je suis en tout cas ravie de voir que le Département s'attelle avec beaucoup de talent et de bienveillance au développement durable.



“DÉVELOPPEMENT DURABLE : VERS UNE DYNAMIQUE ENTREPRENEURIALE À IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL”



EXPOSÉ DE CONSTANTIN TSAKAS

DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE L'INSTITUT DE LA MÉDITERRANÉE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU FEMISE

Merci à la Présidente Martine Vassal et à l'équipe du Conseil de Provence pour leur invitation. L'Institut de la Méditerranée propose un espace de dialogue entre monde académique, entre responsables politiques et acteurs du secteur privé en Méditerranée. Nous pilotons le réseau FEMISE, l'un des plus anciens think tank de Méditerranée et qui est financé par la Commission européenne. Nous travaillons sur quatre axes thématiques : intégration commerciale, secteur privé et innovation, changement climatique lié à l'eau et à l'énergie, inclusion. L'inclusion en question concerne l'autonomisation des femmes, l'entrepreneuriat social et les solutions pour répondre au chômage des jeunes. Le point commun de ces quatre axes est le développement durable.

Du point de vue du contexte, on voit que toutes les régions du monde sont touchées par un ensemble de défis et de crises qui ralentissent leur développement durable de différentes manières, par des instabilités socio-économiques par exemple, le changement climatique, l'érosion de sols, la rareté de l'eau, l'immigration forcée et, plus généralement, par le manque d'inclusivité qui pèse sur les générations futures... C'est ainsi que les États membres ont convenu de l'Agenda 2030 en adoptant les 17 fameux Objectifs de Développement Durable (ODD), qui forment les lignes directrices de leurs politiques et sont portés dans les stratégies nationales. Dans le cadre de la mise en œuvre des ODD, les pays méditerranéens ambitionnent d'assurer la disponibilité de l'énergie, la sécurité alimentaire, l'atténuation des impacts du changement climatique,

de lutter contre la désertification, de promouvoir la gestion commune de l'eau ou encore d'atteindre l'égalité hommes-femmes...

Des projets pour réaliser le développement durable ont été mis en œuvre dans la région méditerranéenne et, si tous les pays méditerranéens ont réalisé d'importants progrès, en matière de réduction de la pauvreté notamment, beaucoup d'ODD doivent encore être mis en œuvre. Le FEMISE s'est penché sur cette question et note qu'un effort particulier doit être consenti dans le domaine de l'assainissement de l'eau : en Méditerranée se trouvent 7 % de la population mondiale mais aussi 60 % de la population pauvre en eau, soit 28 millions de personnes sans assainissement et 18 millions sans eau potable. En outre, des progrès importants doivent être réalisés pour ce qui est des modes de consommation et de production, qui, même au nord de la Méditerranée, sont encore loin d'être durables. Si l'on identifie les priorités en termes de développement durable dans les pays du Sud, on note qu'une action immédiate est nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire des populations, pour améliorer les soins de santé et avancer dans l'égalité entre hommes et femmes comme dans le développement économique durable.

À ce constat général, quelles réponses apporter ? Nous avons mobilisé plus de 50 acteurs de notre écosystème, Institut de la Méditerranée et FEMISE compris, et nous avons produit un rapport *“Le secteur privé dans les pays méditerranéens”*.

Sa spécificité est qu'il traite du secteur privé comme porteur de solutions durables. Un focus important porte ainsi sur l'entrepreneuriat social ou inclusif, c'est-à-dire un type d'entrepreneuriat combinant innovation, dynamisme et possibilité de relever d'importants défis sociaux et environnementaux. Il existe des entrepreneurs des deux rives qui répondent à des problèmes sociaux, à travers des entreprises lucratives ou non, mais qui apportent des réponses aux besoins des populations. Dans notre rapport, nous avons identifié ces acteurs méditerranéens de l'entreprise tout en recensant les obstacles à l'émergence d'un véritable écosystème d'entrepreneuriat social.

Ces entreprises sociales se développent depuis les Printemps arabes, leur force étant qu'elles permettent la création d'emplois durables pour les jeunes et qu'elles aident à répondre au défi de l'informalité, à travers, notamment, le développement du micro-crédit. Elles répondent encore au manque d'inclusivité et aux inégalités croissantes. De plus, l'entrepreneuriat social répond au manque de diversification : il crée en effet davantage de processus et de produits que les entreprises traditionnelles.

De quoi, alors, les entreprises sociales en Méditerranée ont-elles besoin pour être pérennes ? Pour nos 50 partenaires du Nord et du Sud, l'entreprise sociale a d'abord besoin d'un véritable écosystème, composé d'un cadre juridique adapté à ce type de

structure, de marchés à impact social structurés autour d'une plateforme régionale faisant le lien entre acteurs de la finance durable et entrepreneurs sociaux, de moyens de mesures d'impact de l'entreprise sociale, de réseaux à mécanismes de soutien, de services de soutien spécialisé et d'un système de certification de marques et de labellisations qui soit un multiplicateur de visibilité pour les entreprises. Dans les pays du Sud, le processus de décentralisation en est encore à ses balbutiements, si bien que l'entrepreneuriat gagnerait à être davantage accompagné par les acteurs publics. En outre, même si les entreprises sociales sont dirigées par des personnes très engagées, il manque encore un certain savoir-faire, ce qui explique les fermetures fréquentes après un ou deux ans seulement d'activité.

Comment créer et valoriser l'écosystème que je viens de décrire ? Selon nous, le meilleur des moyens est l'identification de l'ensemble des outils financiers conçus pour appuyer des entrepreneurs porteurs de solutions inclusives. Nous avons listé tous ces outils de la finance sociale en vigueur des deux côtés de la Méditerranée, comme les plateformes de crowdfunding et les social impact bonds, dans le but de les valoriser dans le cadre de la coopération Nord-Sud. Notre idée est de les valoriser sur trois niveaux : le niveau macroéconomique, à travers des panels de plaidoyer pour sensibiliser au potentiel de l'entrepreneuriat social ; le niveau méso-économique, à travers une plateforme de match making regroupant les acteurs de la finance durable et les entrepreneurs sociaux ; le niveau microéconomique, pour suivre les performances des entrepreneurs sociaux et contribuer à augmenter leur visibilité et leur potentiel, à travers notamment la création d'un Erasmus de l'entrepreneuriat social en Méditerranée pour que les jeunes entrepreneurs du Sud puissent échanger de manière synergique avec ceux du Nord.

Le fruit de nos réflexions se matérialise via nos différents partenariats avec d'importants acteurs du Nord comme du Sud de la Méditerranée. Samir Abdelkrim vous parlera plus tard du projet Emerging Valley qui nous lie. Altafemina, qui tend à positionner la femme dans la sphère économique, des médias et institutionnelle, interviendra aussi tout à l'heure pour parler de ses actions.

Le projet MED-DYNAMICS que nous avons récemment créé est né de cette volonté partagée par nos chercheurs et nos partenaires de voir se concrétiser les recommandations économiques que nous publions. Ce projet très ambitieux, puisque nous cherchons à créer un observatoire de bonnes pratiques entrepreneuriales porté par les jeunes et les femmes en Méditerranée, a été soumis dans le cadre du Sommet des Deux Rives ainsi qu'à l'UpM. Le but est de montrer aux pays du Sud que les solutions inclusives et durables par la Méditerranée et pour la Méditerranée existent déjà, et que ce qui manque est la mise en réseaux et la visibilité. Le Réseau des Jeunes et Altafemina ont rejoint à leur tour le projet.





TÉMOIGNAGE DE SAMIR ABDELKRIM

MEMBRE DES SAGES FRANÇAIS AU SEIN DE L'ASSEMBLÉE DES CENT - DIALOGUE 5+5
FONDATEUR DE STARTUPBRICS ET D'EMERGING VALLEY

Après avoir fait Sciences Po Aix, j'ai fait mes premières armes au sein du réseau ANIMA en 2012. En 2013, j'ai pris la route pour l'Afrique afin d'y mener un travail de recherche sur l'innovation. L'idée est de faire remonter des solutions africaines susceptibles d'être partagées par les pays des deux rives de la Méditerranée. Je me suis rendu dans 25 pays, dans lesquels j'ai rencontré une centaine de dirigeants de startup. J'ai écrit pendant cette période quelque 400 articles sur l'innovation africaine, pour *Le Monde*, *Les Échos*...

En 2017, de retour à Marseille, j'avais deux projets. Tout d'abord écrire un livre, qui est devenu *"Startup Lions, Au Cœur de l'African Tech"* et qui montre que l'innovation des jeunes Africains désireux de contribuer au développement de leur pays génère de l'inclusivité sociale et qu'elle permet aux populations d'accéder à des services essentiels tels que la santé, l'éducation ou encore l'énergie... Et puis, je souhaitais faire bénéficier mon territoire de ces inspirations africaines.

En 2017, j'ai ainsi créé un sommet des startups africaines, Emerging Valley, qui a lieu chaque année avec le soutien, entre autres, du Département et du réseau Africalink. Lors de la première édition, nous avons rassemblé 400 personnes, en 2018 nous en avons réuni plus de 1 000 ainsi que 100 startups africaines.

L'événement, qui avait été placé sous le haut patronage du Président de la République et soutenu par l'AFD, a généré beaucoup de connexions et de synergies puisque quatre startups se sont ensuite implantées dans la région. Cette année, l'événement aura lieu en partenariat avec la Commission européenne à The Camp. Le thème principal sera le rapprochement des incubateurs européens et africains. Ce dont les jeunes startups africaines ont besoin c'est effectivement d'accompagnement et de financements. Il faut savoir que la grande majorité des ingénieurs africains veulent rester dans leur pays. C'est le manque de perspectives qui les poussent à partir, d'où la nécessité de renforcer les écosystèmes d'innovation locaux et nationaux afin de faire émerger un marché numérique méditerranéen inclusif et performant.

Les GAFA arrivent en force en Afrique, où la population va doubler en 30 ans pour atteindre les 2 milliards d'habitants. La Chine, également, est très présente. L'Europe doit à son tour saisir l'opportunité, c'est tout le sens du partenariat qui nous lie avec la Commission européenne : faire émerger un numérique à visage humain, davantage tourné vers les besoins des populations, ce qu'on appelle la tech for good. Je crois que l'opportunité existe de faire advenir un numérique euro-méditerranéen qui s'intéresse aux problématiques sociales des populations. Il y a une place à prendre aujourd'hui.

C'est le sens du projet que j'ai soumis dans le cadre du Sommet des Deux Rives. J'ai participé à tous les forums à l'exception de celui d'Alger. Aux côtés des représentants des autres pays, nous devons co-construire des initiatives et j'ai proposé, avec Emerging Mediterranean, qui fait partie des projets retenus, de faire émerger des leaders technologiques en Méditerranée ayant un impact sociétal et environnemental durable. L'objectif étant de faire de la Méditerranée un laboratoire du développement numérique et durable, en considérant le numérique comme un accélérateur de la mise en œuvre des ODD aux côtés des entrepreneurs, des acteurs du terrain... Nous échangeons beaucoup avec M. Tsakas et Med-DYNAMICS autour de l'empowerment de la jeunesse et des femmes. D'autres synergies se sont mises en place avec des projets mauritaniens et algériens.

Le Département des Bouches-du-Rhône s'est beaucoup mobilisé pendant le Sommet, et c'est ensemble que nous avons co-construit un programme d'open innovation pour rassembler des startups, des chercheurs de l'IRD et des investisseurs autour de l'agriculture méditerranéenne de demain. L'objectif est de la rendre beaucoup plus résiliente et de la réinventer grâce à l'innovation.



"AIX-MARSEILLE, TERRE D'INNOVATIONS EN MÉDITERRANÉE"



EXPOSÉ DE STÉPHANE BERGAMINI

DIRECTEUR DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES SATT SUD-EST

Je suis très honoré de pouvoir témoigner de la stratégie d'innovation d'Aix-Marseille Université sur ce territoire tourné vers la Méditerranée.

Tout d'abord, AMU c'est 78 000 étudiants, dont 10 000 étudiants internationaux, et un budget de 720 millions d'euros. Dans ce cadre, la recherche et la valorisation passent par une initiative Excellence Scientifique qui a été pérennisée.

AMU, c'est une Cité de l'Innovation et des Savoirs, la CISAM, ainsi que cinq pôles de recherche interdisciplinaires et intersectoriels, 119 structures de recherche et plus de 6 000 publications. En 2018, AMU a été classée 114^e au classement de Shanghai.

AMU, c'est encore quelque 70 projets européens déposés dans le cadre d'Horizon 2020. L'université progresse dans la participation aux projets européens et accroît sa quantité de licences, de brevets, de titres de priorité intellectuelle déposés, cela au service de la création de startups sur le territoire.

Naturellement, AMU ne peut pas porter seule cette innovation, cette recherche d'excellence étant concertée avec des organismes de recherche locaux. Autour d'AMU, on trouve ainsi le CNRS, l'INSERM, le CEA, l'INRA, l'IRD, autant de lieux très actifs de valorisation et de transfert des technologies.

Aujourd'hui, AMU est une université de rang mondial ancrée dans l'espace euro-méditerranéen. Elle est la première université euro-méditerranéenne de la rive nord, elle fait également partie du top 100 mondial sur des axes comme l'océanographie, les mathématiques, la physique, les sciences de la Terre, les sciences biologiques et humaines...

AMU fait aussi partie des 140 premiers établissements dans les classements de recherche. Pour se tourner vers la Méditerranée, elle s'est organisée en réseaux et s'est lancé des défis. Elle s'est dotée de plusieurs réseaux de structures dans divers champs

et elle s'est regroupée par thématiques, devenant une véritable actrice de l'inclusion académique pour dynamiser l'espace euro-méditerranéen. Les actions structurantes d'AMU témoignent d'une université métropolitaine tournée vers la Méditerranée.

AMU dispose d'outils de valorisation de la recherche, comme la Direction de la recherche et de la valorisation, qui organise les licences de brevets, crée des entreprises, propose des hébergements à des startups. À cette direction s'ajoutent les pôles de compétitivité, qui accompagnent la Stratégie régionale de l'innovation, la filiale Protisvalor, qui gère les contrats de collaboration avec l'industrie, et la SATT Sud-Est, qui est un opérateur d'AMU, qui, on l'a dit, assure la maturation de projets et le licensing vers le monde économique. Enfin, nous trouvons sur le territoire deux incubateurs, Impulse et Belle-de-Mai.

Quelques chiffres probants concernant la SATT Sud-Est : 700 déclarations d'invention depuis 2012, presque 400 actifs de priorité intellectuelle déposés, 156 projets maturés pour 27 millions d'euros investis en maturation, ce qui a permis de générer plus de 80 licences fermes signées avec des industriels et de créer 18 startups. Plus de 7,5 millions d'euros de revenus de licences ont été également cumulés. Sur le marché, nous avons maintenant 11 produits et services en vente et nous sommes heureux d'avoir contribué à la création de plus de 170 emplois sur le territoire. Voilà des chiffres qui indiquent la force de l'activité en termes de valorisation et d'innovation menée sur le territoire. Dans ce cadre, l'axe santé est le domaine dans lequel on enregistre le plus de déclarations d'invention : 140 sur 435. L'écosystème en la matière est très riche dans les Bouches-du-Rhône.

Je vais dire un mot sur la mise en œuvre du projet européen SATELIT, piloté par Aix-Marseille Université, et dont l'objectif est de renforcer les capacités des universités partenaires du Maghreb en matière d'innovation, de transfert de technologies et de valorisation, afin qu'elles deviennent des universités pilotes dans leurs pays respectifs.

La SATT Sud-Est a assuré, en 2018, la formation de 24 cadres universitaires sur les questions d'innovation et de transfert de technologie en Tunisie, au Maroc et en Algérie. Elle a également partagé une méthode par laquelle les universités peuvent protéger leurs propriétés intellectuelles, identifier des partenariats industriels et s'engager dans une phase de co-développement de l'invention à l'industrialisation. Le projet suit son cours dans le cadre d'autres actions européennes.

La CISAM, autre outil important qui a l'ambition d'être le guichet unique tourné vers l'industrie, regroupe tous les acteurs de l'innovation du territoire. Elle a donc été inaugurée en 2018 et prône une approche intégrée, ouverte et ambitieuse de l'innovation pour le rayonnement du territoire.

C'est un lieu d'accélération, d'incubation, de création et de prototypage facile d'accès, via le réseau de transport urbain existant, au cœur de la ville. Elle permet les échanges entre les acteurs privés et publics qui créent l'innovation et la valorisent auprès des industriels, des acteurs scientifiques et institutionnels.

La CISAM s'est en outre dotée d'un label Qualité Innovation qui juge de la capacité d'une invention à se transformer en innovation à succès. L'attribution de ce label est fondée sur des critères objectifs quantifiables de qualité, comme l'analyse technique en modélisation et simulation pour juger des performances et de la fiabilité de la technologie, l'analyse financière et concurrentielle du marché et du Business Plan associé au produit et/ou service, ou encore la proposition d'un continuum de financement de la prématurité à l'industrie. C'est l'une des grandes forces de la CISAM que de contribuer à lier les financements afin d'aller plus loin encore dans l'innovation.

De manière plus générale, les acteurs veulent envisager la notion d'un hub méditerranéen. Cela passe par de la formation, de l'aide au développement, du mentorat, du mécénat de compétence, de l'aide au financement, du networking et du coaching. L'objectif reste de pousser plus avant l'innovation en Méditerranée.

Parmi les innovations qui sont sorties des outils que je viens de présenter et d'AMU, je citerai, par exemple, Multiwave Innovation, inventé par l'Institut d'Imagerie Biomédicale et qui ouvre la voie aux IRM de nouvelle génération avec son antenne IRM qui permet de détecter des pathologies neurologiques plus tôt, pour une médecine plus prédictive.

On le voit, l'innovation est au cœur de la stratégie universitaire d'AMU et du territoire. La dynamique est amorcée, comme l'a montré hier le Sommet des Deux Rives. Il faut faire reconnaître l'innovation au sein d'AMU et faire en sorte qu'elle soit une source d'inspiration. Du modèle de Cité de l'Innovation et des Savoirs, il faudrait passer à la notion de "Campus méditerranéen de l'innovation", et, surtout, s'engager sur des partenariats concrets en Méditerranée qui ciblent des avancées et des changements.

En guise de conclusion, je vous sou mets cette question : l'innovation et l'attentisme seront-ils les deux extrémités de la Méditerranée ?



“LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN MÉDITERRANÉE SOUS LE PRISME DES FEMMES”



1^{ère} PARTIE : EXPOSÉ DE PATRICIA AUGIER

PRÉSIDENTE DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DU FEMISE

Je remercie le Conseil départemental pour son invitation mais aussi pour son soutien financier à l'IM et au FEMISE, qui est un réseau d'économistes qui compte une centaine de membres originaires de la rive Sud de la Méditerranée et de l'Europe. Son point fort est de pouvoir porter la voix à la fois du Nord et du Sud auprès des décideurs et des organisations internationales.

Le FEMISE est un peu l'équivalent pour les Sciences humaines de ce que Stéphane Bergamini a présenté au sujet des liens entre champ académique et innovation technologique. Nous faisons le lien entre la recherche et les décideurs, en tâchant d'éclairer la mise en œuvre des politiques économiques dans les pays du Sud. Nous faisons pour ainsi dire le lien entre innovation sociale et économie réelle. À cet égard, il serait bon que le FEMISE soit davantage intégré à AMU.

C'est dans les pays méditerranéens que l'on trouve les taux de chômage des femmes les plus élevés. Une femme sur deux dans ces pays n'est ni en activité professionnelle, ni en demande d'emploi. La situation des jeunes femmes est encore pire : 70 % d'entre elles ne travaillent pas ni ne sont en formation.

Cette situation est d'autant plus paradoxale qu'au cours des dix dernières années, le taux d'éducation des jeunes femmes méditerranéennes n'a cessé de s'améliorer.

Cela n'a eu à ce stade aucun impact positif sur le niveau d'activité de ces femmes. Un nombre exorbitant de femmes se trouvent ainsi complètement coincées sur le plan professionnel, ce qui empêche de fait tout épanouissement en termes d'autonomisation. Psychologiquement, il faut imaginer ce que représente le fait d'être coincé chez soi, privé d'opportunités, alors qu'on dispose de capacités, de compétences, de qualités... Socialement et du point de vue éthique, cela pose également question.

Si l'on se cantonne au plan macroéconomique, et en vue d'alerter les hommes, les études montrent clairement que se priver de la moitié de la population fait perdre des points de croissance et de l'efficacité. C'est mécanique puisque l'on néglige la moitié du capital humain disponible, au point que si le taux de participation des femmes égalait celui des hommes dans la région MENA par exemple, le PIB régional pourrait augmenter pendant 10 ans de 47 %.

En outre, dès que l'on augmente le revenu maîtrisé par les femmes, l'impact est positif sur les enfants - leur santé s'améliore, leur alimentation aussi, leur présence à l'école... La "simple" amélioration du rôle des femmes peut avoir un effet vertueux au sein des ménages : il suffit de confier un revenu plus important aux femmes.

Comment faire pour que le revenu des femmes dans les pays en développement augmente ? En Amérique du Sud, on a fait passer les transferts sociaux par les femmes. Quand ils passent par ces dernières, ils sont plus efficaces. Pour que plus de revenus passent entre les mains des femmes, il faut leur donner plus de pouvoir. C'est un sujet fondamental dans les pays du Sud de la Méditerranée.

À ce niveau, les pouvoirs publics ont un rôle fondamental à jouer. En cas de divorce, améliorer les conditions de sortie d'un mariage pour les femmes renforce leur pouvoir. L'héritage et les modalités de mariage sont d'autres enjeux de taille dans ces pays. Réduire la violence à l'égard des femmes est en outre un préalable évident à l'augmentation du pouvoir d'autonomisation des femmes. Il faut également que les femmes puissent travailler, et surtout qu'elles puissent travailler hors de chez elles. La violence domestique est une chose, la violence de la société à l'encontre des femmes en est une autre : les femmes égyptiennes, par exemple, ne peuvent plus prendre tranquillement les transports en commun et donc elles ne peuvent plus se déplacer dans le cadre de leurs activités professionnelles.

L'urgence en Méditerranée est de s'occuper des populations exclues. L'égalité d'accès aux opportunités économiques est le problème fondamental, quels que soient le milieu d'origine, le genre... D'autant plus que, dans cette région, les inégalités horizontales

s'accroissent. Dans ce contexte, les femmes sont les plus exclues parmi les exclus.

L'IM et le FEMISE produisent des études économiques et sociales visant à donner plus de pouvoir aux femmes et ils réfléchissent à la manière dont les pouvoirs publics pourraient intervenir pour faciliter l'accès des femmes aux activités économiques.

Nous évaluons également les dispositifs et les réformes déjà en place, en identifiant ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas afin de les rendre plus efficaces.

Parallèlement à cela, nous mettons en place des partenariats avec des ONG et des associations pour passer de l'analyse à l'action, ce qui permet in fine d'avoir une meilleure compréhension globale du terrain. Ces partenariats avec la société civile permettent aussi de monter des projets mettant en synergie nos compétences et celles de nos partenaires.

Nous avons ainsi monté récemment un projet avec Altafemina, dont Samah Ben Dhia va vous parler.





2^e PARTIE : EXPOSÉ DE SAMAH BEN DHIA

PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION ALTAFEMINA

Altafemina, réseau privé et tourné vers les jeunes qui a été créé en 2013 à Marseille, rayonne sur la région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur et compte aujourd'hui près de 400 adhérents. Nous sommes des femmes aux côtés des hommes qui œuvrons au quotidien en faveur de la mixité. La mixité est un enjeu de société et de performance économique. La solidarité, valeur centrale d'Altafemina, doit porter l'engagement quotidien de tous pour le développement de cette mixité, au sein de la famille, des entreprises...

Dès 2013, nous avons inscrit dans nos statuts l'ouverture à l'international et à la Méditerranée. C'est une évidence que ce qui se passe au Sud nous impacte directement, positivement et négativement, aux plans politique, économique et social. Avec le FEMISE et son réseau de chercheurs, nous pouvons adosser notre discours et nos actions à des compétences académiques avérées.

Nos actions prioritaires sont la promotion et l'affirmation de la place de la femme à tous les stades de sa carrière en valorisant des "role models" à travers des réussites exemplaires qui ont le pouvoir d'inverser les stéréotypes.

La prise de parole des femmes est essentielle. Prendre la parole pour une femme c'est exister, exercer un pouvoir. Nous déclinons cette action dans les médias, où, en France, il faut le rappeler, moins de 30 % de personnes qui s'expriment sont des femmes. Sur l'actualité, ce sont 80 % d'hommes qui prennent la parole dans les médias. De manière écrasante, la prise de parole des femmes dans les médias n'est absolument pas valorisante.

Pour changer cela, nous allons faire signer une charte par tous les médias régionaux, ici pour commencer, pour rappeler la responsabilité qui est la leur de montrer des femmes qui ont réussi. Nous allons, avec le FEMISE, tourner des vidéos intitulées "We Champions" mettant en scène des femmes méditerranéennes ayant réussi dans plusieurs secteurs d'activité.

L'accès des femmes aux instances de gouvernance des entreprises, pour qu'elles puissent y faire entendre les sujets qui les intéressent, est un autre cheval de bataille d'Altafemina. Les assemblées, les conseils d'administration doivent être mixtes pour fonctionner pleinement.

Par une charte des organisations, nous demandons à des institutions privées et publiques de s'engager en matière de mixité dans le secteur événementiel pour y assurer la représentativité des femmes. Pour ce qui est de la gouvernance, nous les invitons à modifier leurs statuts et à sélectionner de plus en plus de femmes dans les CA.

Notre rôle de plaidoyer vise quant à lui à faire bouger les lignes au plan législatif.

Enfin, nous promouvons et encourageons l'autonomisation des femmes, leur développement économique, ce qui passe bien sûr par un accès facilité aux financements privés comme publics. Nous portons, avec le FEMISE et Mediterranean Youth Climate Network, qui travaille beaucoup sur les enjeux économiques, l'initiative Med Dynamics. Nous avons porté cette action commune au Sommet des Deux Rives. Des bailleurs sont intéressés par cette plateforme de développement par la jeunesse et par les femmes pour progresser vers des sociétés mixtes, inclusives et connectées.

Nous souhaitons créer un observatoire de l'entrepreneuriat social et environnemental en Méditerranée en ciblant spécifiquement des publics, cela en identifiant à la fois les bonnes pratiques exemplaires et les obstacles ou les facteurs qui freinent ou rendent possibles ces dernières. Si nous nous sommes associés au FEMISE, c'est pour avoir cette dimension méditerranéenne qui nous tient particulièrement à cœur.





REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier Madame Martine VASSAL, Présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône qui, au lendemain du Sommet des Deux-Rives et dans un contexte d'agenda particulièrement contraint, nous a fait l'honneur de sa présence pour cette journée intitulée : "Méditerranée, le jour d'après..."

Nous souhaitons saluer tout particulièrement la direction des Relations Internationales et des Affaires Européennes du Département, le directeur Jean-Marc Buisson, la directrice adjointe Linda Casta ainsi que leur équipe, pour leur riche et fructueuse collaboration. Le succès de cette journée leur doit beaucoup.

Merci également à l'Institut de la Méditerranée, partenaire de cet évènement, et plus particulièrement à Constantin Tsakas, délégué général de l'Institut.

Que les intervenants de cette journée, qui nous ont permis de contempler sous de multiples lumières cette Méditerranée qui nous inspire, soient ici à leur tour remerciés (dans l'ordre alphabétique) :

- Samir Abdelkrim, Fondateur d'EMERGING Valley et membre de l'"Assemblée des Cent",
- Patricia Augier, Présidente du Conseil scientifique du réseau FEMISE,
- Magali Bencivenga, Adjointe au délégué général du Conseil de Provence,
- Samah Ben Dhia, Présidente d'Altafemina et membre-fondatrice d'AfricaLink,
- Stéphane Bergamini, directeur du transfert de technologies SATT Sud-Est,
- Linda CASTA, directrice adjointe des Relations Internationales et des Affaires Européennes du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône (anciennement),
- Christophe Madrolle, expert des questions méditerranéennes,
- Rostane Mehdi, directeur de l'Institut d'Études Politiques d'Aix-en-Provence,

- Patricia Ricard, Présidente de l'Institut Océanographique Paul Ricard, membre de l'Assemblée des Cent et cheffe de file des "Sages" français,
- Roland Rizoulières, Maître de conférences à Sciences Po Aix, chercheur à l'INSERM et Président de la Commission Exigences Sociales, Prévention, Santé du Conseil de Provence,
- Frédéric Ronal, Vice-président de la CCI Marseille Provence en charge des Relations internationales et Coopération,
- Constantin Tsakas, délégué général de l'Institut de la Méditerranée.

Et que soit associé, ici, le Vice-président de la Commission Jeunesse, Éducation, Vie Citoyenne du CDP, Gérard-Michaël Bohbot, qui a enfilé avec talent le costume de maître de cérémonie le temps de ce voyage à travers mare nostrum.

Nos remerciements chaleureux à l'ensemble des participants de cette journée.

Enfin, nous souhaitons vivement remercier toute l'équipe de la Délégation générale du Conseil de Provence : Sofia, Marion, Victoria, Magali, Stéphane et Robert et saluer le travail titanesque qui a été accompli dans un délai record... C'était un challenge pour nous-mêmes comme pour toute l'équipe. Pour Victoria notamment, c'était un beau baptême du feu !

Roger Mongereau

Président du Conseil de Provence

Norbert Nourian

Délégué général du Conseil de Provence

CONSEIL
DE
PROVENCE



DÉPARTEMENT
**BOUCHES
DU RHÔNE**

